



# Assemblée générale

Distr. limitée  
31 octobre 2017  
Français  
Original : anglais

## Soixante-douzième session

### Troisième Commission

Point 72 b) de l'ordre du jour

**Promotion et protection des droits de l'homme :**  
**questions relatives aux droits de l'homme, y compris**  
**les divers moyens de mieux assurer l'exercice effectif**  
**des droits de l'homme et des libertés fondamentales**

**Allemagne, Argentine, Arménie, Autriche, Belgique, Brésil, Chili, Chypre, Colombie, Costa Rica, Espagne, Finlande, France, Hongrie, Islande, Japon, Liechtenstein, Lituanie, Luxembourg, Maroc, Monaco, Panama, Pologne, Slovénie, Suisse et Ukraine : projet de résolution**

### **Convention internationale pour la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées**

*L'Assemblée générale,*

*Réaffirmant* sa résolution 61/177 du 20 décembre 2006, par laquelle elle a adopté et ouvert à la signature, à la ratification et à l'adhésion la Convention internationale pour la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées,

*Rappelant* sa résolution 47/133 du 18 décembre 1992, par laquelle elle a adopté la Déclaration sur la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées, qui est un ensemble de principes devant être appliqués par tous les États,

*Rappelant également* toutes ses autres résolutions sur la question, y compris la résolution 70/160 du 17 décembre 2015, ainsi que les résolutions adoptées par le Conseil des droits de l'homme à ce sujet, notamment la résolution 36/6 du 28 septembre 2017<sup>1</sup>,

*Rappelant en outre* sa résolution 68/165 du 18 décembre 2013 sur le droit à la vérité, ainsi que la résolution 36/7 du Conseil des droits de l'homme, en date du 28 septembre 2017, relative au Rapporteur spécial sur la promotion de la vérité, de la justice, de la réparation et des garanties de non-répétition<sup>1</sup>,

*Rappelant* sa résolution 71/185 du 19 décembre 2016 sur les organes conventionnels des droits de l'homme,

<sup>1</sup> Voir *Documents officiels de l'Assemblée générale, soixante-douzième session, Supplément n° 53A (A/72/53/Add.1)*, chap. III.



*Rappelant* que nul ne sera soumis à une disparition forcée,

*Rappelant également* qu'aucune circonstance exceptionnelle, quelle qu'elle soit, ne peut être invoquée pour justifier la disparition forcée,

*Rappelant en outre* que nul ne sera détenu en secret,

*Profondément préoccupée*, en particulier, par la multiplication dans différentes régions du monde des disparitions forcées ou involontaires, y compris les arrestations, détentions et enlèvements, lorsqu'ils s'inscrivent dans le cadre de disparitions forcées ou peuvent y être assimilés, et le nombre croissant d'informations faisant état de cas de harcèlement, de mauvais traitements et d'intimidation de témoins de disparitions ou de proches de personnes disparues,

*Rappelant* que la Convention dispose que toute victime a le droit de savoir la vérité sur les circonstances d'une disparition forcée, le déroulement et les résultats de l'enquête et le sort de la personne disparue, et que les États parties sont tenus de prendre les mesures appropriées à cet égard,

*Rappelant également* que, au sens de la Convention, « victime » s'entend de la personne disparue et de toute personne physique ayant subi un préjudice direct du fait d'une disparition forcée,

*Consciente* du fait que la Convention assimile la pratique généralisée ou systématique de la disparition forcée à un crime contre l'humanité, tel qu'il est défini dans le droit international applicable,

*Soulignant* l'importance des travaux du Groupe de travail sur les disparitions forcées ou involontaires,

*Rappelant* la réunion de haut niveau tenue par l'Assemblée générale le 17 février 2017 pour célébrer le dixième anniversaire de l'adoption de la Convention, qui a été l'occasion d'examiner les effets positifs de la Convention et d'échanger des points de vue au sujet des moyens et des pratiques optimales à mettre en œuvre pour prévenir les disparitions forcées et combattre l'impunité, notamment en promouvant la ratification universelle de la Convention,

*Se félicitant* que le Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme ait lancé une campagne internationale en faveur de la ratification universelle de la Convention,

*Saluant* le travail remarquable du Comité international de la Croix-Rouge pour promouvoir le respect du droit international humanitaire dans ce domaine,

1. *Apprécie* l'importance de la Convention internationale pour la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées<sup>2</sup>, dont la ratification et l'application contribueront pour beaucoup à mettre fin à l'impunité et à promouvoir et protéger tous les droits de l'homme pour tous;

2. *Se félicite* que 97 États aient signé la Convention et que 57 l'aient ratifiée ou y aient adhéré, et invite les États qui ne l'ont pas encore fait à envisager de la signer, de la ratifier ou d'y adhérer à titre prioritaire ainsi qu'à envisager l'option prévue aux articles 31 et 32 de la Convention concernant le Comité des disparitions forcées;

3. *Prend note avec satisfaction* des derniers rapports en date du Secrétaire général sur l'état de la Convention<sup>3</sup>;

---

<sup>2</sup> Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 2716, n° 48088.

<sup>3</sup> A/71/278 et A/72/280.

4. *Prie* le Secrétaire général et le Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme de redoubler d'efforts pour aider les États à devenir parties à la Convention, y compris en appuyant les mesures qu'ils prennent pour la ratifier, en leur apportant, ainsi qu'à la société civile, une assistance technique et des services de renforcement des capacités et en faisant mieux connaître la Convention, en vue de parvenir à l'adhésion universelle;

5. *Prie* les organismes et institutions des Nations Unies de continuer de s'employer à diffuser des informations sur la Convention, à en faciliter la compréhension et à aider les États parties à s'acquitter des obligations qui en découlent, et invite les organisations intergouvernementales et non gouvernementales ainsi que le Groupe de travail sur les disparitions forcées ou involontaires à faire de même;

6. *Se félicite* de la tenue de la première Conférence des États parties le 19 décembre 2016 à Genève, conformément à l'article 27 de la Convention, et de l'adoption par consensus de la décision selon laquelle le Comité poursuivra le suivi de la Convention conformément à son mandat;

7. *Se félicite également* des travaux menés par le Comité et engage tous les États parties à la Convention à soumettre leur rapport, à appuyer et à faire connaître les travaux du Comité et à appliquer ses recommandations;

8. *Apprécie* l'importance de la Déclaration sur la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées<sup>4</sup>, qui est un ensemble de principes élaboré à l'intention de tous les États en vue de réprimer et d'empêcher les disparitions forcées, et d'aider les victimes et leur famille à obtenir rapidement une réparation juste et adéquate;

9. *Se félicite* de la coopération qui existe entre le Groupe de travail et le Comité, chacun agissant dans le cadre de son mandat, et en encourage la poursuite à l'avenir;

10. *Prend note avec intérêt* de toutes les observations générales du Groupe de travail, notamment les plus récentes sur les enfants<sup>5</sup> et les femmes<sup>6</sup> touchés par les disparitions forcées, et considère à cet égard que les disparitions forcées ont des conséquences spécifiques sur les femmes et les groupes vulnérables, en particulier les enfants, étant donné qu'ils pâtissent bien souvent des graves difficultés économiques qui accompagnent généralement une disparition et peuvent, lorsqu'ils en font eux-mêmes l'objet, être particulièrement exposés aux violences sexuelles ou autres;

11. *Se félicite* que le Comité ait tenu sa réunion annuelle avec le Groupe de travail afin de faire le point sur les activités qu'ils mènent parallèlement, chacun agissant dans le cadre de son mandat, et qui se complètent et se renforcent mutuellement;

12. *Invite* le Président du Comité et le Président du Groupe de travail à s'exprimer et à engager un dialogue interactif avec elle à ses soixante-treizième et soixante-quatorzième sessions, au titre de la question intitulée « Promotion et protection des droits de l'homme »;

13. *Prie* le Secrétaire général de lui présenter, à sa soixante-quatorzième session, un rapport sur l'état de la Convention et l'application de la présente résolution;

---

<sup>4</sup> Résolution 47/133.

<sup>5</sup> A/HRC/WGEID/98/1.

<sup>6</sup> A/HRC/WGEID/98/2.

14. *Décide* d'examiner attentivement la question à sa soixante-quatorzième session.

---